

Points de mire



Les défis de la Géorgie post-Chevardnadzé

Par Pierre Jolicoeur

Chercheur associé au CEPES

Au cours des prochaines semaines, les nouveaux dirigeants géorgiens devront relever plusieurs grands défis pour empêcher l'émergence de nouveaux conflits dans cet État caucasien. À court terme, ce sont des problèmes liés à l'organisation de nouvelles élections présidentielles et législatives qui sont les plus susceptibles de donner des maux de tête aux successeurs du Président géorgien Édouard Chevardnadzé; à plus long terme, ce sont la gestion de la crise économique, ainsi que le maintien de l'intégrité territoriale et de la souveraineté de la Géorgie dans le contexte d'une intense compétition géopolitique.

La légitimité de l'équipe intérimaire et l'organisation de nouvelles élections

Les contestations populaires qui ont pris fin avec la démission de Chevardnadzé tiraient leur source de l'accusation de fraudes entourant les élections parlementaires du 2 novembre 2003. Selon la Constitution géorgienne, en cas de vacance du pouvoir à la présidence, la personne qui assure l'intérim a l'obligation d'organiser une élection présidentielle dans les 45 jours. Nino Bourjanadzé, ancienne présidente du Parlement et actuelle présidente intérimaire, a annoncé la tenue de ce scrutin le 4 janvier 2004. L'incertitude persiste toutefois sur la date des élections législatives, le scrutin du 2 novembre ayant été annulé par la Cour suprême géorgienne. Ces élections devront permettre de remplacer les députés de l'ancienne assemblée élue en 1999 rappelés d'urgence pour assurer la poursuite des activités gouvernementales. Bourjanadzé plaide pour l'organisation simultanée des deux scrutins, mais la Commission électorale centrale (CEC) affirme ne pas avoir le temps de constituer des listes d'électeurs fiables et d'assurer une supervision électorale adéquate à cette échéance. Puisque les élections législatives doivent être reprises dans les deux mois en raison de leur annulation, la CEC a proposé la date du 25 janvier 2004. Cette décision était toutefois accompagnée d'une lettre adressée à la Présidente intérimaire, la seule qui a l'autorité de suspendre ce scrutin, afin de lui demander de différer les élections de quelques mois.

Au-delà des difficultés d'organiser de nouvelles élections dans un État qui a peu connu la démocratie, il se pose le problème de la légitimité de l'équipe intérimaire. De nombreux acteurs de la scène politique géorgienne contestent la légitimité de ceux qui ont renversé le régime Chevardnadzé et la Constitution ne fournit aucun

encadrement pour plusieurs décisions que les nouveaux dirigeants géorgiens doivent maintenant prendre. La désignation de Bournadjazé comme présidente intérimaire de la Géorgie après l'assaut du Parlement par les opposants était inconstitutionnelle, puisque Chevardnadzé était toujours en fonction à ce moment-là. Selon les termes de la constitution géorgienne, seule la démission du président ou la reconnaissance de son incapacité à gouverner pour des raisons de santé, ce qui n'était pas le cas, permettait un tel coup de force. La démission de Chevardnadzé le lendemain a permis une sortie de crise et a en quelque sorte légitimé ce qui, à strictement parler, peut être qualifié de coup d'État.

Le pays reste toutefois dans un état de confusion constitutionnelle avec la difficulté de remplacer les gouverneurs régionaux et les ministres qui ont démissionné à la suite de l'éviction de Chevardnadzé. Pour combler le vide de pouvoir relatif causé par ces démissions en bloc, Bourjanadzé a commencé à nommer des proches collaborateurs de la nouvelle équipe dirigeante ou des personnes ayant des liens familiaux avec les nouveaux dirigeants aux fonctions les plus essentielles, un mode de nomination contesté. La présidente intérimaire procède également à une certaine purge dans les institutions où des proches de Chevardnadzé ne sont pas partis de leur propre chef, comme dans le cas de la CEC. Dans le contexte de l'urgence d'une réforme des institutions géorgiennes et de l'impasse constitutionnelle devant laquelle est placée la présidente intérimaire - par exemple, la Constitution ne prévoit pas qu'elle puisse nommer des gouverneurs régionaux - on peut considérer que les mesures quelques peu autoritaires de cette dernière constituent un moindre mal et qu'elles sont justifiées par la nécessité d'une transition politique.

Afin de rester unis devant les difficultés de la situation actuelle, les trois principaux dirigeants de l'opposition à Chevardnadzé - Nino Bourjanadzé, Zourab Zhvania et Makhail Saakasvili - ont décidé de ne présenter qu'un seul candidat, à savoir Saakasvili, aux élections présidentielles de janvier prochain. Cette candidature unique, qui vise à éviter les luttes fratricides au sein du triumvirat actuellement en place dont le pouvoir n'est pas encore consolidé, relève néanmoins d'un tour de force tant les programmes que présentaient ces candidats étaient différents lors de la campagne électorale de l'automne dernier. Si le nom de Saakasvili s'imposait aux deux autres en raison de son important rôle dans le renversement de Chevardnadzé, il passe pour le pro-américain le plus radical d'entre eux et pourra faire hésiter des électeurs qui étaient pourtant sympathiques au changement de régime. Ses efforts pour redorer son



Unité du CEIM

Vol. 4, no 11 (9 décembre 2003)
Disponible à l'adresse : <http://www.er.uqam.ca/nobel/cepes>
collection dirigée par Pierre Jolicoeur



image auprès des Géorgiens, cherchant désormais à s'éloigner de l'attitude de confrontation adoptée au cours de la crise post-électorale, semble toutefois fonctionner auprès des Géorgiens. Un premier sondage, dont les résultats sont publiés sur le site de l'agence géorgienne d'information Sarke le 9 décembre, crédite Saakasvili de 80% des intentions de vote.

Qui plus est, plusieurs dirigeants politiques organisent un boycott des élections à venir afin d'en contester la légitimité, comme Aslan Abachidzé, qui demande le report des élections au mois de juin 2004. Des voix critiques proviennent même du camp anti-Chevardnadzé, comme par exemple Shalva Natelashvili, le chef du Parti des travailleurs – qui dit craindre une nouvelle guerre civile en raison du style de Saakasvili. Le parti de Natelashvili était arrivé officiellement au quatrième rang lors des élections du 2 novembre, avec 12% des voix.

La situation sécuritaire au pays est actuellement précaire et les nouvelles autorités ne cessent d'appeler au calme, craignant de voir la Géorgie sombrer davantage dans le chaos ou être secouée par un coup de force armé. L'explosion d'une bombe devant l'édifice de la Télévision nationale, tard le 3 décembre, et la découverte d'une importante cache contenant des explosifs à Tbilissi la veille justifient en quelque sorte la chasse aux sorcières « contre-révolutionnaires », tout en procurant aux nouvelles autorités l'opportunité d'intimider d'éventuels opposants. Dans ce contexte, l'organisation des prochaines élections pourra difficilement être qualifiée de transparente et le prochain président géorgien risque de voir son autorité affaiblie par les accusations de manipulations ou carrément remise en cause en raison de l'instabilité politique qui ne permet pas l'organisation d'élections véritablement libres, comme en Tchétchénie cet automne (voir « Élections en Tchétchénie, un vrai faux processus politique », Points de mire, vol. 4, no 7, 1er octobre 2003).

Les événements de Géorgie risquent néanmoins d'avoir un impact sur ses voisins caucasiens, l'Arménie et l'Azerbaïdjan, deux États qui ont tenu en 2003 des élections présidentielles qualifiées de frauduleuses par les observateurs internationaux. Tout en se disant prêts à travailler avec les nouvelles autorités géorgiennes, les dirigeants arménien et azerbaïdjanais craignent une contamination du syndrome démocratique chez eux. La population d'Arménie semble s'être résignée assez rapidement à son incapacité d'influencer le cours des événements. En Azerbaïdjan, le scrutin tenu cet automne, à peine quelques semaines avant celui de Géorgie, a toutefois été l'objet d'une vive contestation, réprimée dans le sang. Les principaux dirigeants de l'opposition ont été emprisonnés, mais continuent d'avoir le soutien de nombreux sympathisants. Les prochaines semaines seront déterminantes pour voir si la « révolution démocratique géorgienne » aura un impact ailleurs au Caucase. Étrangement, l'impact du renversement de Chevardnadzé semble pour l'instant s'être fait davantage sentir en Europe de l'Est et en Asie centrale.

À l'instar des événements de Tbilissi, des manifestations anti-gouvernementales ont éclatées à Kiev en Ukraine et à Chisinau en Moldavie. Suivant la démission de Chevardnadzé, le président kirghiz Askar Akaev a redoublé d'efforts pour assurer que les prochaines élections soient équitables et a lancé un appel aux Nations unies pour une aide à visant à améliorer le système électoral de son pays, en vue des élections législative et présidentielle de 2005.

Les problèmes économiques

L'économie géorgienne, après avoir fait un plongeon spectaculaire à la suite de l'éclatement de l'URSS, stagne et aucun signe de croissance ne se pointe à l'horizon. Cette crise provient notamment des conflits qui ont secoué la Géorgie au début des années 1990, mais aussi de l'incapacité des autorités à assainir les finances de l'État et d'endiguer la corruption quasi généralisée. L'an dernier, l'ONG Transparency International a classé la Géorgie au 85e rang des pays les plus corrompus au monde (sur 102 pays évalués), ex aequo avec l'Ukraine et le Vietnam, mais qui est pire que la Russie (71e rang). Sur le plan social, les conséquences de l'échec économique du régime Chevardnadzé s'observent par l'augmentation de la pauvreté, qui afflige désormais plus de la moitié de la population, et se traduisent par une grogne populaire à l'endroit du gouvernement. Cette grogne s'ajoute à celle de milliers de personnes déplacées issues des conflits sécessionnistes, qui voient le piétinement des processus de paix comme le signe de l'impossibilité de leur retour chez elles. Tous ces problèmes provoquent un exode massif de la population, près de 10 % entre 1989 et 2001, qui migrent principalement en Russie.

Le changement de régime a créé bien des attentes dans la population géorgienne. Une des premières déclarations de Bourjanadzé après sa prise en charge de la présidence par intérim a toutefois été d'annoncer que la situation économique était encore pire qu'elle ne l'avait estimé et qu'elle devait tout mettre en oeuvre pour éviter la faillite de l'État. La marge de manoeuvre des nouveaux dirigeants étant si mince, il leur sera difficile de contenir longtemps la grogne de la population, qui associe les problèmes économiques avec le régime précédent et qui espère voir apparaître des changements rapidement.

L'intégrité territoriale

L'intégrité territoriale du pays est menacée de toute part depuis l'indépendance de la république caucasienne en 1991. À l'époque de l'Union soviétique, la Géorgie était une fédération composée de deux républiques autonomes, l'Abkhazie et l'Adjarie, et une région autonome, l'Ossétie du Sud. De celles-ci, l'Abkhazie et l'Ossétie du Sud ont déclaré leur indépendance et ont militairement réussi à faire sécession au début des années 1990. Le gouvernement géorgien n'a jamais reconnu leur indépendance, mais il est incapable d'y exercer quelque autorité que ce soit. Il reste l'Adjarie, située sur la mer Noire au sud-ouest de la Géorgie, qui se développe depuis des années indépendamment de la volonté de Tbilissi.